
«Il n’y a pas de volontarisme politique fort pour la réindustrialisation»

5 min read • [original](#)



Pour Lotfi Halfaoui, expert en industrie, la démarche adoptée par le gouvernement, notamment dans le cadre du projet de loi de finances 2015 tourne le dos à l’orthodoxie budgétaire. L’idée, de l’avis de cet expert, est d’avoir une vision de développement territorial en parallèle d’une redynamisation des capacités industrielles productives en Algérie.

-Lors du dernier Conseil des ministres consacré au programme quinquennal 2015-2019, l’accent a été mis sur la relance de l’économie productive de manière générale et de l’industrie particulièrement. Quelle lecture en faites-vous ?

Effectivement, le prochain programme d’investissement quinquennal 2015-2019 a été fixé à 262,5 milliards de dollars. Ce programme est segmenté dans des lois de finances annuelles, dont celle de 2015.

Le projet de loi de finances 2015 prévoit donc un budget d'équipement, en augmentation de plus de 40% par rapport à 2013, d'environ 48 milliards de dollars dédié à des investissements non productifs (infrastructures de base entre autres) et un budget de fonctionnement d'environ 61 milliards de dollars, en augmentation par rapport à 2013 de plus de 5%. Soit un budget global de 109 milliards de dollars de consommations non productives, sans compter l'impact financier de la suppression de l'article 87 bis. Ceci pour seulement 58 milliards de dollars environ de recettes et 51 milliards de dollars environ de déficit.

Toute cette manne va profiter à l'importation des biens et services et non pas au développement de la production nationale malheureusement. Notre balance des paiements affichait au premier trimestre de cette année un déficit de 470 millions de dollars, préfigurant un déficit annuel de plus de 2 milliards de dollars pour cette année. Cette démarche tourne le dos à l'orthodoxie budgétaire qui exige de ne dépenser que ce que nous aurons gagné en recettes et de ne consommer que ce que nous aurons produit localement. La lecture que je fais est donc la suivante : les objectifs tracés dans le plan quinquennal sont en porte-à-faux avec les chiffres de la LF 2015.

-Qu'en est-il des conditions à mettre en place pour en finir avec les effets d'annonce et passer concrètement aux résultats ?

C'est tout un programme, et tous les experts nationaux et internationaux, notamment les institutions mondiales et régionales financières, n'ont eu de cesse d'attirer l'attention des décideurs sur la fragilité de la démarche à long terme, sur sa piètre performance, et sur l'accentuation des antagonismes. Car, si nous perpétons un secteur industriel aussi peu productif de richesses et d'emplois, nous développerons une dépendance de plus en plus large à l'importation pour satisfaire les besoins élémentaires de nos concitoyens.

Paradoxalement, plus on développe des investissements non productifs, plus on augmente le nombre d'emplois dans la fonction publique (240 000 nouveaux recrutements prévus pour 2015), ce qui va se répercuter par des importations supplémentaires de consommations qui grèveront de plus en plus nos finances. Pour remédier à tout cette «dérive», il faudrait développer le secteur productif qui se compose en sus des industries, tous les services en amont et en aval qui soutiennent et concourent au développement des filières nombreuses de l'industrie. Nous avons un potentiel sans limites de création d'entreprises industrielles. Quand l'Algérie se permet d'importer annuellement 60 milliards de dollars par an, substituer une partie de ces importations par la production nationale équivaldrait à la création de centaines de milliers d'emplois par an.

L'idée est d'avoir une vision de développement territorial en parallèle d'une redynamisation des capacités industrielles productives en Algérie. Identifier la place que notre pays est en mesure de prendre dans le partage du travail dans le concert mondial est une priorité, puis tracer les contours de la place de notre pays à l'échelle méditerranéenne, africaine et enfin maghrébine. En interne, nous devons aménager notre territoire, wilaya par wilaya, pour distribuer cette charge productive industrielle, en rapport avec les spécificités de chaque région. Enfin, établir l'adéquation formation/emploi au niveau local.

Toutes les analyses scientifiques mondiales sur l'Algérie ont montré que l'Algérie ne sait pas transformer sa rente en richesse durable. Il est temps de le faire. L'architecture de ce développement durable doit être visible, rationnelle, économiquement viable, claire et transparente.

-Une rencontre nationale sur l'industrie est prévue au cours de ce mois. Pensez-vous que cette réunion fera bouger les choses, contrairement aux assises de 2007 ?

Le fait d'annoncer avant la tenue de la rencontre nationale sur l'industrie le changement de statut des entités industrielles du secteur public, concourt au scepticisme. En effet, sous d'autres cieux une telle communication aurait dû être prioritairement annoncée dans le Forum des chefs d'entreprises industrielles qui se réuniront en conclave. Le faire ainsi augure que cette rencontre ne sera qu'une de plus et que son seul but, a priori, est la communication du resserrement du secteur public industriel autour de ce noyau d'industries. Donc, nous sommes en droit de penser que de nos jours persiste encore l'idée que le développement industriel de notre pays doit passer uniquement par le «parc industriel public» et non pas par le développement des entreprises algériennes, étrangères et mixtes privées.

Force est de constater qu'avec un demi-siècle d'histoire industrielle nationale, nos décideurs continuent de croire au rôle vertueux, solidaire qui rime souvent avec indulgent, social des entités publiques. Mais l'entreprise actuelle, qu'elle soit publique ou privée, doit faire face aux réalités de la concurrence, des performances, des rapports qualité/prix, d'attractivité, de disponibilité, de réactivité, d'innovation, d'anticipation de besoins, etc.

Pour l'instant, il n'y a pas de volontarisme politique fort et structuré pour mettre en œuvre la réindustrialisation de notre économie. Tous les changements permettant une révolution industrielle sont identifiés, gravés dans les réunions des «tripartites», rabâchés par les témoins actifs de notre économie. Il n'y a plus rien à dire qui ne puisse être déjà dit. En bref, il s'agira lors de cette rencontre nationale sur l'industrie de poser les bases du débat en présentant un état des forces industrielles en présence en termes de tissu économique, de ressources humaines, mais également sur la capacité des industries à innover.

D'un côté, de grands groupes publics et de patrons industriels privés. Ces entreprises doivent rechercher leur taille critique qui leur permettra d'acquérir une position concurrentielle intéressante et éviter les aléas de la conjoncture. D'un autre côté, une «ruche» de PME, PMI et TPE que nous pourrions qualifier d'artisanat industriel, qui représentent un tissu d'entreprises essentielles de l'industrie alliant méthodes traditionnelles et activités de pointe.

Néanmoins, il ne faut surtout pas oublier que l'avantage compétitif décisif s'acquiert sur l'innovation et les ruptures. D'où la nécessité de lancer des actions de formations industrielles orientées vers les demandeurs d'emploi. Il faut, dès lors, au secteur de la formation : construire avec les entreprises des réponses ajustées aux besoins de compétitivité et de performance, de montée en qualification et polyvalence ; favoriser la préparation à temps des personnels en poste aux évolutions nécessaires de l'appareil industriel et renforcer l'attractivité des métiers par des innovations pédagogiques.

Cette approche qui est «monnaie courante» dans le monde se trouve plombée par une vision de l'autorité chargée de la formation dans notre pays essentiellement administrative, réglementaire, obsolète, spéculant sur les structures de formation, plutôt que sur la réactivité et pro-activité. Conséquences, les formations autorisées et cataloguées ne répondent pas aux attentes du marché. Vouloir introduire de nouvelles capacités pédagogiques et métiers relève du miracle.

-Quelles sont les filières à promouvoir pour en finir avec la rente des hydrocarbures ?

Comme je l'ai déjà souligné plus haut, l'Algérie a un potentiel de création de plus d'un million d'entreprises nouvelles. Nous avons des matières premières à profusion, qui ne demandent qu'à être valorisées à l'image du gaz et du pétrole, des mines et carrières, des énergies fossiles et renouvelables (solaire, éolienne), un secteur agro-alimentaire à booster sans limites au vu de l'accroissement de la population, etc.

La promotion de ces industries passe par la disponibilité du foncier et l'aménagement des zones d'activités et industrielles à disséminer sur tout le territoire. Comme nous avons trouvé les assiettes de terrain pour réaliser plus d'un million de logements, il est du devoir de nos décideurs de mettre à la disposition des promoteurs les terrains nécessaires à cet effet.

Original URL:

http://www.elwatan.com/economie/il-n-y-a-pas-de-volontarisme-politique-fort-pour-la-reindustrialisation-08-09-2014-270563_111.php